



PREFET D'ILLE ET VILAINE

Direction de la Coordination Interministérielle  
et de l'Action Départementale  
Bureau des Installations Classées

Arrêté Préfectoral du **17 AVR. 2017**

Autorisant la SOCIETE HUBBBARD implantée au lieu-dit La Pohardière à CHATEAUBOURG et DOMAGNE à diminuer un élevage de volailles et à restructurer le plan d'épandage.

N° 39992-1

Vu le code de l'environnement, et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V et la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011, modifié le 23 octobre 2013, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 établissant le programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juin 2015 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015 relatif à l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, par le Préfet coordonnateur ;

Vu la lettre instruction du Préfet de région du 30 novembre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 39992 délivré le 16 décembre 2011 autorisant la société HUBBARD SAS à exploiter un élevage de volailles au lieu-dit « la Pohardière » à CHATEAUBOURG (35220) et DOMAGNE (35110) ;

VU la demande présentée par la société HUBBARD SAS en vue d'être autorisée à diminuer un élevage de volailles et de mettre à jour le plan d'épandage ;

VU les plans joints à la demande ;

VU l'avis de l'Inspecteur de l'Environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa réunion du 18 octobre 2016 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L-511.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions techniques d'exploitation sont de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

CONSIDERANT que les mesures imposées à l'exploitant permettront de limiter les nuisances olfactives et sonores ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L-511.1 du Titre 1er du Livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que les prescriptions du 5ème programme d'actions au titre de la Directive Nitrate s'appliquent à toutes les exploitations ;

CONSIDERANT les remarques émises par monsieur le gérant de la SOCIETE HUBBARD ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## A R R E T E

**Article 1er** – L'article 1er de l'arrêté n° 39992 délivré le 16 décembre 2011 est modifié comme suit :

La société HUBBARD SAS dont le siège social est situé au lieu-dit « Mauguérand » sur la commune de LE FOEIL (22800) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de CHATEAUBOURG (35220) et DOMAGNE (35110), au lieu-dit « la Pohardière », un élevage de volailles.

**Article 2** – L'article 2, alinéa 2.1, de l'arrêté n° n°39992 délivré le 16 décembre 2011 est modifié comme suit :

Rubrique	Alinéa	A ,D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2111	1	A	Elevage de volailles	Sélection	L'emplacement	40 000	106 500
3660	a	A	Elevage de volailles	Sélection	L'emplacement	40 000	106 500

A : (autorisation) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Type d'animal	Nombre
Poules pondeuses et poulettes	106 500

**Article 3** – L'article 21 de l'arrêté n° 39992 délivré le 16 décembre 2011 est modifié comme suit :

L'élevage de volailles produira 19 050 unités d'azote et 19 058 unités de phosphore.

L'élimination des effluents se fera par épandage sur des terres agricoles chez les prêteurs figurant au tableau ci-dessous :

- GAEC LES FEUGES « les Feuges » à SERVON SUR VILAINE : 90,50 ha ;
- Mme LOISEL Florence « Gosne » à SERVON SUR VILAINE : 80,01 ha ;
- EARL PLANT TF MORIN « les Cormiers » à NOYAL SUR VILAINE : 26,18 ha ;
- JA CHATEAUBOURG « la Noë Rougeul » DOMAGNE et CHATEAUBOURG : 4,5 ha ;
- EARL DE LA HAIE « la Haie Margat » à CHATEAUBOURG : 40,06 ha ;
- GAEC SOUDES « les Pignaux » à DOMAGNE : 57,86 ha ;
- GAEC DE LA POCHARDIERE « la Pochardièrre » à DOMAGNE : 58,27 ha ;
- GAEC LE FIEGE « le Fiège » à DOMAGNE : 107,40ha ;
- LANOE ROLAND « le Grand Cerisay » à DOMAGNE : 44,25 ha.

#### LES AUTRES ARTICLES SANS CHANGEMENT

#### **Article 4 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1) – Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- 2) – Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients, ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1, dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont pas acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **Article 5 - Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, les Maires de CHATEAUBOURG et DOMAGNE et l'Inspecteur des installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,  
Le secrétaire Général,

Denis LAGNON

